

## Changement de modèle à Québec solidaire De l'austérité nordique à l'Équateur extractiviste

Du temps du *manifeste des solidaires* de 2005, à l'initiative des deux actuels députés solidaires, le modèle suédois était de rigueur. Débilité par un coup de vieux néolibéral et avili par la xénophobie, il cède la place au modèle le plus *soft*, et le moins connu, du *socialisme du XXI<sup>ie</sup> siècle*, l'extractivisme redistributif de l'Équateur du nouvellement réélu président Correa et de son parti, l'Alianza País (AP). Telle est la proposition de la [Lettre ouverte aux indépendantistes](#) du député Amir Khadir, en vedette de la une du site web de Québec solidaire. L'occasion en a été le congrès de Convergence nationale de la fin mai 2013, dont le but explicite est une entente électorale pour la prochaine élection, où ont participé officiellement Québec solidaire et Option nationale malgré leur décision de congrès respectif soit rejetant toute alliance électorale soit refusant de participer à ce congrès. Pourquoi le rejet implicite du modèle nordique, pourquoi le choix étonnant du modèle équatorien ? Quel virage recèle ce choix ?

### La Suède, un modèle néolibéral en crise

Le modèle suédois a manifestement du plomb dans l'aile comme l'a montré à la face du monde la révolte des banlieues immigrantes de Stockholm, sa capitale et métropole, « *dans un pays dont le modèle social continue d'être érigé en exemple à suivre, malgré les réformes libérales entreprises depuis 20 ans qui l'ont largement écorné* » (Libération, [En Suède, la cité a craqué](#), dans Le Devoir, 27/05/13). Au moment de la rédaction du Manifeste des solidaires, il y avait belle lurette que le modèle suédois avait viré à droite comme l'explique en détail mon essai « [La grande illusion de la social-démocratie suédoise](#) » sur mon site.

Rien d'étonnant que dorénavant l'importante communauté immigrante suédoise devienne de plus en plus le bouc émissaire de la frustration populaire (The Economist, [Is the integration of immigrants failing?](#), 25/05/13), la gauche antilibérale n'étant pas capable de s'ériger en alternative assez forte. Les sociaux-démocrates suédois se voient obligés de le reconnaître :

« *Proche du parti social-démocrate, le journal Aftonbladet, faisait cette semaine son mea-culpa : "Nous, les médias, transmettons une fausse image d'un Stockholm qui se termine à Stureplan [quartier huppé du centre-ville]. L'image d'une population qui réussit, boit du vin blanc et prend le taxi. Du coup, la municipalité libérale n'a pas besoin de prendre ses responsabilités. Les inégalités peuvent augmenter, du moment qu'elles n'augmentent pas à Stockholm."* » (Libération, 2013)

Faut-il se surprendre qu'« *[i]l n'y a pas que la gauche qui louange les pays scandinaves, la revue The Economist a souvent de bons mots pour eux tout comme l'Institut économique de Montréal par exemple.* » ([La performance au Québec et dans les pays scandinaves](#), Note de recherche du CRÉPIQ-ENAP, mai 2013). The Economist ne craint pas de présenter la Suède comme une avant-garde de la sous-traitance au privé de la gestion des hôpitaux ([Sweden is leading the world in allowing private companies to run public institutions](#), 18/05/13) ou comme un modèle de collaboration patronale-syndicale pour une plus grande compétitivité mondiale ([Unions are in trouble. But some are learning new tricks—from the bosses](#), 6/04/13).

Il ne faut pas non plus oublier que si la Suède, depuis une dizaine d'années, est devenu une star des politiques néolibérales, c'est parce que l'État suédois se sert à la planche de sa puissance d'intervention, jusqu'ici non corrompue et efficace, comme levier de soutien à l'entreprise privée. Il multiplie tant les contrats de sous-traitance que les pures privatisations, par exemple dans les transports publics, qu'il lui livre une main d'œuvre formée sur mesure. Si l'État suédois est ainsi capable de parasiter la zone euro à l'ombre de la puissance allemande, c'est qu'elle a elle-même gardé sa propre monnaie nationale, la couronne suédoise, afin de conserver le contrôle de sa propre politique monétaire vis-à-vis l'euro. Ainsi peut-elle s'ajuster en vitesse et à moindre coût contrairement, par exemple, à la Grèce.

N'empêche que la Suède n'échappe pas à la crise économique de l'Union européenne. Son actuel taux de chômage est plus élevé que ceux canadien et québécois nonobstant son très positif compte courant aux antipodes de celui du Québec.

On se dit pourtant que la puissance étatique pourrait tout aussi bien s'orienter à gauche. Pour cela, cependant, il faut l'indépendance nationale — et Dieu sait si la conscience nationale suédoise est forte — ce qui permet de se doter de sa propre banque centrale au contrôle de sa propre monnaie si ce n'est de son propre système financier nationalisé et démocratisé. En substituant au modèle suédois celui de l'Équateur, la direction de Québec solidaire a opté pour un pays dont la monnaie officielle, depuis l'an 2000, est le dollar étasunien ce qui implique une politique monétaire concoctée à Washington. Suggère-t-on d'abandonner à la droite fédéraliste le contrôle de notre future monnaie nationale en lui laissant le dollar canadien ou étasunien ? Drôle de façon de dénoncer dans la lettre ouverte « *[l]e patronat québécois [qui] a été historiquement l'adversaire le plus farouche et le plus efficace de la souveraineté économique et politique du Québec.* »

D'ajouter la lettre ouverte aux indépendantistes :

*« Une question s'impose donc à celles et ceux qui avec sincérité et bonne foi continuent à attendre du PQ de faire l'indépendance : dans les conditions actuelles de la soumission de la direction du PQ au milieu des affaires, comment ce parti pourra-t-il poser les gestes audacieux qui devront accompagner la marche du peuple québécois vers son indépendance nationale? »*

On ne saurait dire mieux. Toutefois, une question tout aussi lancinante s'impose à la direction de Québec solidaire : Comment un pays dont la monnaie nationale serait celle de l'ancien État oppresseur pourrait-il se doter d'une politique économique qui va à l'encontre des intérêts de la puissance qui contrôle sa monnaie ? Peut-être pourrait-on répondre que l'Équateur du président Correa a justement, malgré tout, une telle politique économique anti-étasunienne tout comme ses proches alliés vénézuélien et bolivien qui, eux, ont leur propre monnaie nationale.

Pour s'y retrouver, examinons de plus près l'histoire contemporaine de ce petit pays de quand même 15 millions de personnes relativement jeunes, dont le quart est amérindien et 60% métis, principalement divisées entre la Côte (le port de Guayaquil) et la Sierra (la capitale Quito). Comme le Québec, l'économie équatorienne est ouverte mais elle n'a rien d'une économie industrielle. Elle est purement extractive, une « *économie exportatrice [qui] repose principalement sur quatre éléments : la culture de la banane (1<sup>er</sup> exportateur mondial), le pétrole, le cacao (septième producteur mondial) et le tourisme...* » (Wikipédia, [Équateur \(pays\)](#), visité le 30/05/13). Faut-il se surprendre que le tiers de sa population vive sous le seuil de pauvreté (Wikipédia, [Économie de l'Équateur](#), visité le 30/05/13) et émigre en grand nombre.

### **Équateur : Une assemblée constituante enracinée dans les soulèvements populaires**

Aux élections de février 2013, le président équatorien, a été réélu avec près de 60% des suffrages exprimés, mieux qu'en 2006 et qu'en 2009. Pour la première fois, son parti détient la majorité parlementaire avec plus de 70% des députés. En 2010, soutenu par une vigoureuse mobilisation populaire « *doublée d'une solidarité internationale forte et rapide* », il a résisté à un coup d'État fomenté par la police « *au service de l'oligarchie locale et de l'impérialisme, qui ne pardonnera jamais à Correa d'avoir décidé l'évacuation de la base états-unienne de Manta, un audit de la dette extérieure et l'adhésion à l'ALBA* » (Atilio A. Boron, [Équateur : un vrai coup d'État avorté](#), solidaritéS par ESSF, 21/10/10), ce qui a incité l'armée à intervenir en sa faveur. « *La "révolution citoyenne" en Équateur est l'un des symboles des expériences post-néolibérales sud-américaines et le gouvernement de Rafael Correa est souvent évoqué comme une référence par de nombreuses gauches européennes* » (Franck Gaudichaud et Alberto Acosta, [Équateur : "révolution citoyenne", modèle extractiviste et gauches critiques](#), Contretemps par ESSF, 2/02/13).

Un processus d'assemblée constituante avait couronné son premier mandat tout comme en rêve Québec solidaire :

« Elu président fin 2006, il a remporté en avril 2007, avec 82% de « Oui », le référendum sur la convocation d'élections générales afin de désigner les membres d'une Assemblée constituante (à l'époque tout l'establishment et tous les médias s'opposaient à lui). En septembre 2007, les électeurs ont donné la majorité de l'Assemblée constituante aux candidats du mouvement País, le nouveau mouvement politique de Rafael Correa, et aux partis de gauche qui soutenaient son projet. Le texte de la nouvelle Constitution a été approuvé par les « assembléistes » en juillet 2008 après 8 mois d'élaboration démocratique au cours de laquelle les élus de l'opposition ont eu tout le loisir de faire des propositions. Ce projet de Constitution, élaboré avec une grande participation de la société civile, a ensuite été soumis à un référendum le 28 septembre 2008. Il a été approuvé par plus de 60% des votants. » (Éric Toussaint, [An III de la révolution citoyenne en Equateur](#), ESSF, 21/10/09)

« Comme au Venezuela (1999) et en Bolivie (2007), ce processus constituant s'est élaboré sur la base d'un dialogue réel avec les citoyens (qui ont élu les députés constituants) et d'une prise en compte partielle des revendications des mouvements sociaux (qui ont été invités à discuter les textes au fur et à mesure de leur élaboration), même si in fine c'est effectivement le bureau politique de AP qui a gardé la main sur la plupart des orientations fondamentales de la Constitution. Cependant, si l'on compare cette expérience avec la majorité des constituantes passées en Amérique latine, basées sur des pactes entre partis, il s'agit assurément d'une importante avancée démocratique, qui a permis la politisation de centaines de milliers de citoyens dans le pays. » (Franck Gaudichaud, [Equateur : de la « révolution citoyenne » à la transformation sociale radicale ?](#), Inprecor par ESSF, 10/08)

Cette constitution recelait des lendemains qui chantent :

« La nouvelle Constitution garantit davantage de droits culturels, économiques et sociaux à la population. Le caractère plurinational de l'Etat est enfin affirmé (ce qui constituait une revendication essentielle des organisations représentant les peuples indigènes). Inédit dans l'histoire des Constitutions dans le monde, cette Constitution reconnaît des droits à la Nature, ce qui prend en compte un apport des peuples indigènes et de leur cosmovision. En ce qui concerne les médias, la Constitution interdit dorénavant à des banquiers d'être propriétaires de journaux, de radios et de chaînes de télévision.

« En matière d'endettement, la Constitution représente une grande avancée [...]. En effet, les articles 290 et 291 déterminent et limitent strictement les conditions dans lesquelles les autorités du pays peuvent contracter des emprunts. Ils rejettent l'emprunt pour payer d'anciennes dettes. Ils rejettent des dettes constituées d'une capitalisation des intérêts de retard (ce qu'on désigne par anatocisme), pratique courante des créanciers membres du Club de Paris. Ils avertissent les prêteurs que s'ils octroient des prêts dans des conditions illégitimes, ceux-ci seront remis en cause. Ils considèrent comme imprescriptibles les délits qui concernent l'endettement public. Ils excluent la possibilité que l'Etat assume la dette des banquiers privés ou d'autres entités privées. Ils prescrivent la mise en place d'un mécanisme d'audit intégral et permanent de l'endettement public interne et externe. » (Éric Toussaint, 2009)

Ce processus constituant, loin d'être cantonné aux institutions, était intimement lié à la lutte sociale, particulièrement celle contre la dette publique due à l'impérialisme :

« L'Equateur a fait une œuvre pionnière concernant la dette publique. Rafael Correa a créé en juillet 2007 la Commission d'audit intégral de la dette publique interne et externe (CAIC). Cette commission était composée de douze membres des mouvements sociaux (parmi lesquels la CONAIE [la grande fédération autochtone]), d'ONG et des mouvements travaillant sur la thématique de la dette de l'Equateur... [...] L'idée de Correa et d'un secteur de son gouvernement était d'agir concrètement pour mettre fin au remboursement d'une partie de la dette identifiée comme frauduleuse et illégitime.

A partir de novembre 2008, l'Equateur a suspendu le remboursement d'une grande partie de sa dette commerciale. Sur la base des résultats de l'audit, les autorités équatoriennes ont refusé de continuer à payer une dette identifiée comme frauduleuse et entachée de nombreuses irrégularités. La presse financière internationale a hurlé au scandale car l'Equateur a osé refuser de payer alors qu'il en avait les moyens. En juin 2009, les détenteurs de 91 % des bons en question ont accepté la proposition de rachat à 35% de leur valeur nominale. [...]

« L'Equateur a expulsé le représentant permanent de la Banque mondiale en avril 2007, fait des propositions très avancées en terme de construction de la Banque du Sud, mis fin à la présence militaire des Etats-Unis sur son territoire (non renouvellement de l'accord concernant la base de Manta) et, plus récemment, annoncé qu'il quittait le CIRDI, le tribunal de la Banque mondiale en matière de litige sur les investissements, suivant en cela l'exemple donné par la Bolivie en mai 2007. »

L'hégémonie actuelle de l'AP et de son président est un produit de l'histoire de l'Équateur faite, y compris durant la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, de nombreux coups d'État, de dictatures (proto)-militaires et d'une guerre épisodique contre le Pérou pour le contrôle d'une partie de l'Amazonie. « [T]rois présidents ont été destitués au cours de la dernière décennie : 1997, 2000, puis 2005 avec la chute de Lucio Gutiérrez, démission qui a ouvert un nouvel espace dans lequel va s'engouffrer le jeune économiste, et ex-ministre, Rafael Correa » (Franck Gaudichaud, 2008) :

« [Le président] Bucaram promet une série de réformes socio-économiques mais ne put les mener à bien en grande partie à cause de l'opposition de l'oligarchie qui mena à sa destitution et son exil en février 1997. [...] [En 1999], la crise sociale et financière [due à la crise est-asiatique] ne fit que s'aggraver, et des grèves répétées amenèrent le président à décréter l'état d'urgence à plusieurs reprises. Au plus difficile moment de la crise, en juillet, des milliers d'Indiens occupèrent pacifiquement la capitale. [...]

« L'annonce de l'abandon de la monnaie nationale (le sucre) au profit du dollar dans les premiers jours de l'année 2000 provoqua dès le 9 janvier, un soulèvement populaire à Quito. L'armée et la police refusèrent de rétablir l'ordre public et de charger les manifestants qui pressaient les portes du palais présidentiel. Le 11 janvier, le Congrès et la Cour Suprême furent dissous, et dans le même temps, un gouvernement patriotique d'unité nationale rassemblant 21 parlements provinciaux fut instauré. Le 21 du même mois, lors d'une marche sur la capitale, les rebelles purent voir le ralliement de l'armée à leurs côtés. Le haut commandement n'entendait alors qu'un soutien à une solution constitutionnelle. La réelle passation de pouvoir se fit pendant cette nuit où la confusion était totale lorsque le président Jamil Mahuad dut fuir le palais pour sa propre sécurité... [...] Étant le sixième président équatorien en quatre ans, Noboa annonça immédiatement son intention de maintenir la dollarisation de l'économie et appela à la réconciliation nationale. » (Wikipédia, [Histoire de l'Équateur](#), visité le 30/05/13)

« Le 24 novembre 2002, Lucio Gutiérrez remporte les élections présidentielles. [...] en partie grâce aux voix des partis indigénistes et paysans (Pachacutik). [...] Au lieu de tenir ses engagements sociaux, M. Gutiérrez a mené une politique budgétaire d'austérité pour satisfaire les exigences du FMI. Le mécontentement populaire a donc commencé à se faire sentir en 2004. Mais le 8 décembre 2004, il avait alors rassemblé sa majorité parlementaire pour destituer 27 des 31 membres de la Cour suprême, et placer à la tête de cet organe (normalement indépendant) des hommes fidèles. La corruption étant arrivée à ce moment précis à son paroxysme, l'opposition et les Équatoriens ont vivement réagi. Pour autant, depuis le 13 avril 2005, les manifestants se réunissent seuls sans l'aide des politiques. "Aucun mouvement politique ne coordonne la protestation, aucune personnalité politique ne peut même s'en approcher. Le mouvement est complètement spontané". Le 20 avril 2005, M. Gutiérrez est destitué par le parlement, et s'enfuit alors à l'ambassade du Brésil où il demande l'asile politique. » (Wikipédia, [Politique en Équateur](#), visité le 30/05/13)

## **Du ciel constitutionnel au « réaliste » et « crédible » plancher des vaches**

Aujourd'hui, l'ancien ministre de l'Énergie et des Mines et surtout ancien président de l'Assemblée constituante, qui aux dernières élections fut candidat à la présidence d'une coalition de gauche dont Pachacutik (parti indigène considéré comme le bras politique de la CONAIE) ayant remporté un peu plus de 3% des voix, désenchante :

« Le gouvernement de Rafael Correa [...] met son clignotant à gauche alors qu'en réalité il tourne à droite. Le gouvernement de Correa [...] prétend maintenant détruire l'une des plus importantes conquêtes de notre histoire récente, la constitution de Montecristi, approuvée par la majorité du peuple équatorien en septembre 2008. [...] C'est le même président qui, il y a quatre ans, défendait cette constitution en la présentant comme "la meilleure du monde" [...] qui déclare aujourd'hui qu'elle définit trop de droits, qu'elle est "hyperprotectrice" et qu'il faut donc la modifier. » (Franck Gaudichaud et Alberto Acosta, 2013)

« Correa, catholique convaincu, s'est par ailleurs positionné souvent en retrait par rapport à sa base sur des thèmes tels que la laïcité, la gratuité des universités, l'environnement, l'autonomie indigène, l'avortement : plusieurs avancées constitutionnelles ont été acquises malgré lui et grâce à la pression décidée du mouvement social... [...] Le président lui-même s'est, à plusieurs reprises, montré insultant envers les populations indigènes, affichant un mépris non dissimulé pour plusieurs de leurs revendications... » (Franck Gaudichaud, 2008)

Sûrement que le peuple qui vient de voter cette fraîche Constitution doit-il se rebiffer :

« ...les moyens de l'État sont utilisés de façon disproportionnée pour formater l'information adressée aux citoyens. [...] En ce qui concerne le droit de protestation, il y a actuellement plus de deux cents dirigeants populaires poursuivis et même accusés de "sabotage" et de "terrorisme", en application de lois qui datent des gouvernements oligarchiques, alors que notre pays n'est pas touché par le terrorisme. [...]

« [C]e gouvernement est celui qui dispose des plus grandes ressources budgétaires de toute l'histoire de l'Équateur grâce, entre autres, à la manne pétrolière liée à l'augmentation du prix du brut sur le marché international. C'est ainsi qu'il a pu développer une politique d'assistance – mais pas de transformation – qui a fait basculer un certain nombre de secteurs sociaux dans ses réseaux clientélistes. [...] [J]'ai la conviction que nous avons à faire à une stratégie gouvernementale pour intimider, diviser et affaiblir les mouvements sociaux. » (Franck Gaudichaud et Alberto Acosta, 2013)

Cette richesse nouvelle a quand même abouti à « ...des avancées concrètes dans plusieurs domaines : une réforme progressiste de la fiscalité, des progrès sociaux réels et visibles, des politiques publiques à l'attention des secteurs les plus pauvres, de grands travaux d'infrastructures... » :

« Si on devait comparer le gouvernement Correa à ceux qui l'ont précédé, on conclurait qu'il est certainement meilleur, mais les précédents étaient si mauvais que cette comparaison s'apparente à une insulte. [...] [N]ous ne voulions pas seulement que le gouvernement soit meilleur, mais qu'il transforme aussi les structures du pays, qu'il engage une véritable révolution démocratique fondée sur la participation citoyenne. [...]

Ce refus de changements structurels est aussi un reniement de la nouvelle Constitution :

« [I]l n'y a pas de réforme agraire, alors que notre constitution interdit les latifundiums, l'appropriation et la privatisation de l'eau. Le Président en personne a dit et répété en de multiples occasions, qu'il ne croit pas à la réforme agraire parce que – comme pourrait le déclarer n'importe quel propriétaire d'hacienda équatorien – "distribuer la terre, c'est distribuer la misère". La concentration des terres en Équateur est très forte (l'indice de Gini est de 0,81). Celle de l'eau l'est encore plus (les petits paysans représentent 86 % des exploitations irriguées et ne contrôlent que 13 % de l'eau d'irrigation, et les grands propriétaires terriens en contrôlent 64 % alors qu'ils ne représentent que 1 % des exploitations). [...]

« [L]a constitution de Montecristi interdit la culture des transgéniques dans notre pays et Correa se propose aujourd'hui de l'autoriser en réformant la constitution. Dans l'intérêt de qui ? Il existe une entreprise nationale qui représente Monsanto en Équateur, qui contrôle 62 % du marché de la viande et qui pourrait en être la grande bénéficiaire...

Le contrôle capitaliste de l'économie équatorienne ne s'en trouve en rien modifié, au contraire :

« ...10 % des entreprises contrôlent 90 % de la distribution. La plupart des activités économiques sont très concentrées : 81 % du marché des boissons non alcoolisées est contrôlé par une seule entreprise ; de même, une entreprise possède à elle seule 62 % du marché de la viande ; cinq exploitations (aux mains de trois propriétaires) contrôlent 91 % du marché du sucre ; deux entreprises 92 % du marché de l'huile ; deux entreprises encore 76 % du marché des produits d'hygiène... [...]

« ...les bénéfices des entrepreneurs ont crû de 50 % entre 2007 et 2011, plus que durant les cinq années précédentes sous un gouvernement néolibéral... Il est vrai que, par disposition constitutionnelle, la banque et les banquiers ne peuvent plus détenir d'actifs autres que ceux qui relèvent de leurs activités spécifiques, mais cela n'a pas empêché la croissance soutenue des bénéfices des banques privées. Pour l'exercice 2011, compte tenu de la liquidité de l'économie équatorienne, le secteur bancaire a accru ses bénéfices de 52,1 % par rapport à l'année antérieure...

Mais n'est-ce pas exagéré, gauchiste, que de s'attendre à ce qu'un petit pays, dépendant de l'impérialisme de surcroît, s'attèle à commencer à changer la face du monde. N'est-ce pas « qu'un petit pays dépendant et sous-développé comme l'Équateur doit utiliser ses ressources naturelles pour répondre aux immenses besoins sociaux et à la pauvreté que lui a laissés en héritage la "longue nuit néolibérale" » ?

« La production de pétrole de l'Équateur se fait à un coût social et environnemental très élevé. Nous exportons du pétrole et nous importons des dérivés du pétrole. [...] Un pays qui extrait du pétrole mais doit en importer des dérivés vit dans une situation absurde. Il faut engager une politique de modernisation des infrastructures de raffinage... [...] Pour ce qui est de la structure des importations et

des exportations, il n'y a pas de changement. Au contraire, on a laissé croître rapidement le déficit commercial hors pétrole... [...]

« Nous brûlons les dérivés du pétrole, y compris ceux que nous importons, pour produire de l'électricité. En six ans, la construction de centrales hydroélectriques a très peu avancé. On continue à ne pas exploiter correctement l'énergie solaire ni la géothermie. On a un peu avancé dans l'énergie éolienne mais la politique menée ne permet pas une utilisation performante de cette énergie. [...]

« Non seulement le taux d'imposition en Équateur (14 %) est bien inférieur au taux le plus élevé des pays de la région (22 %) mais, en outre, l'évasion fiscale s'élève encore à 40 %. [...] Si la pression fiscale atteignait chez nous le niveau actuel de la Bolivie, nous aurions les ressources suffisantes pour financer les investissements et les dépenses publiques, sans miser sur des projets extractivistes comme ceux de la méga-industrie minière... [...] En Europe, la pression fiscale est supérieure à 40 %, aux États-Unis elle atteint 36 % et quelque 50 % dans un pays comme la Suède... »

## Du « socialisme du XXI<sup>è</sup> siècle » à « l'extractivisme du XXI<sup>è</sup> siècle »

Il y a loin de la coupe aux lèvres. L'Équateur ne vogue nullement à petit pas, par un programme de transition, vers le socialisme et encore moins vers l'écosocialisme. Le gouvernement Correa tente plutôt de consolider une insertion lucrative dans le marché global basée sur l'extraction des matières premières tant du sous-sol que de la Terre-mère. Tout au plus essaie-t-il de convaincre la vieille oligarchie, qui ne cède jamais rien, de consentir quelques miettes assistancielles pour acheter à rabais une paix sociale garantissant une paisible jouissance de la rente foncière :

« Quand ce gouvernement s'emploie à élargir l'extraction pétrolière à de nouveaux territoires et développer à grande échelle l'industrie minière, plutôt que de parler de "socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle", il faudrait parler de l'"extractivisme du XXI<sup>e</sup> siècle". Au lieu de transformer l'économie nationale en un système de production dynamique qui crée des emplois et exporte des produits à valeur ajoutée, ce qui diminuerait la dépendance vis-à-vis du capital transnational, ce gouvernement reste dépendant des transnationales et fournit ses ressources naturelles pour répondre aux exigences du marché capitaliste mondial. (Franck Gaudichaud et Alberto Acosta, 2013)

« Parmi les contentieux les plus graves, vient en premier lieu la politique d'ouverture de Rafael Correa aux investissements privés étrangers dans l'industrie minière et pétrolière. [...] La CONAIE ajoute qu'elle exige "la suspension de toutes les concessions (extractives, pétrolières, forestières, aquifères, hydroélectriques et celles liées à la biodiversité)" » (Éric Toussaint, 2009)

« Non seulement il n'y a pas de changement structurel, mais le pays reste dépendant des matières premières, la logique de la dépendance se maintient et nous gardons une économie de rentiers et d'oisifs où les investissements productifs sont dérisoires. L'échec est général. » (Franck Gaudichaud et Alberto Acosta, 2013)

S'affirmer anti-impérialiste n'équivaut pas à seulement combattre l'impérialisme étasunien. Même s'il reste hégémonique, en Amérique latine comme ailleurs, il perd des plumes à vue d'œil tout en étant accaparé par le marasme guerrier dont il est à l'origine en Asie de l'Ouest et par la consolidation de ses alliances en Asie de l'Est contre la rapide montée en puissance de la Chine. Celle-ci en profite pour étendre son influence dans ce qui était la chasse gardée des ÉU :

« En Équateur, comme dans d'autres pays de la région, nous faisons face à une situation post-néolibérale, mais pas post-capitaliste. [...] Nous considérons très positivement le fait que notre pays ne soit plus sous la coupe du Consensus de Washington, mais il y a maintenant d'autres contraintes qui viennent de la Chine, principalement en matière de crédits. [...] ...nous avons proposé de compléter et d'actualiser l'audit de la dette extérieure et nous nous engageons à inclure dans cet audit les crédits accordés par la Chine et tout autre crédit qui pourrait être contracté. Il n'est pas non plus superflu de parler des conditions de ces crédits qui ont trait aux gisements de pétrole, aux gisements de minerai, aux grandes infrastructures, et qui sont des crédits à des taux d'intérêt très élevés... »

Pour l'instant, le gant de velours redistributif dans lequel se cache une poigne de fer autoritaire suffit, en divisant le mouvement social, pour faire reculer les grandes mobilisations du tournant du siècle :

« Si on compare la situation du mouvement social – notamment le mouvement indigène – avec les grandes luttes contre le néolibéralisme des années 1990-2000, on ne peut que souligner une certaine démobilisation, une certaine apathie, une fragmentation. Des sociologues (et des proches de Correa) réfutent l'accusation que le gouvernement aurait affaibli le mouvement social. Ils font plutôt valoir que

*les luttes auraient atteint une fin de cycle ascendant et que, par ailleurs, avec sa politique post-néolibérale, le gouvernement a su répondre à nombre de revendications portées par les mobilisations collectives de la période précédente. »*

## **Un menaçant retour du pendule contre les « révolutions citoyennes » andines**

Selon l'ex président de l'Assemblée constituante équatorienne, la critique extractiviste s'étend aux autres tenants du « socialisme du XXI<sup>è</sup> siècle » :

*« Je voudrais préciser ici que les critiques que j'adresse à Rafael Correa, à son refus de rompre avec la logique extractiviste, je pourrais les adresser tout aussi bien à Evo Morales et plus encore à Hugo Chávez. Voilà des gouvernements qui parlent de marcher vers le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle et qui, en réalité, construisent une sorte de néo-extractivisme du XXI<sup>e</sup> siècle. Ils poursuivent la politique de leurs prédécesseurs, avec quelques changements substantiels, mais qui ne remettent pas en cause l'essentiel. [...] Ce socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle, un socialisme qu'il faudrait épurer de certains de ses éléments fondateurs, comme la lutte de classe, si on en croit le président Correa, c'est pour moi un discours qui tourne à la rhétorique voire à l'inconséquence. » ([Entretien avec Alberto Acosta](#), Contretemps, 2010)*

Ce avec quoi est d'accord l'ancien responsable de l'édition du Monde diplomatique pour la Bolivie qui précise que pour ce pays la racine de cet extractivisme provient de l'alliance de classe qui le dirige :

*« [La Bolivie est] ...un État sans doute un peu plus social, plus redistributif et plus « décolonial ». Mais n'oublions pas que ces couches plébéiennes émergentes, ces petits producteurs ruraux et urbains qui sont le noyau actif fondamental du MAS (le parti d'Evo Morales) et qui aspirent à une mobilité sociale qui leur a été jusqu'ici refusée, expriment aussi de fortes tendances au conservatisme populaire.*

*« Par exemple, ces secteurs sont très favorables aux politiques de redistribution, mais ils restent souvent réticents face à toute forme de législation du travail ou de législation fiscale progressiste qui mettrait en péril les formes d'exploitation et d'auto-exploitation féroces dont l'économie marchande familiale informelle ou semi-formelle est coutumière. Ils partagent aussi généralement la mentalité rentière liée au mythe de la Bolivie riche en ressources naturelles qui ne demandent qu'à être exploitées. [...]*

*« Grâce aux prix élevés des matières premières (pétrole, gaz et minerais), la Bolivie bénéficie de réserves internationales sans précédent, aux alentours de neuf milliards de dollars (les plus élevées par habitant d'Amérique Latine), d'un excédent budgétaire, d'une croissance moyenne de 5 % par an et d'une inflation basse. Mentionnons aussi une excellente relation avec la banque privée. Bref, ces résultats lui ont même valu les félicitations du FMI. [...]*

*« ...bien plus qu'un socialisme communautaire introuvable, c'est le nationalisme populaire qui est le noyau unificateur du processus. Un nationalisme qui se présente avec un vernis plus indigène que dans les années 1950, mais qui recycle pratiquement tout l'imaginaire moderniste, industriel et "développementaliste" de la révolution nationale de 1952, tout en poursuivant sa volonté d'intégration ethnique et sociale et de création d'un embryon d'État-providence. [...]*

*« Cela dit, au contraire des années 1950, ce n'est pas seulement une fraction des élites appuyée par le mouvement ouvrier organisé qui dirige cette nouvelle phase de la construction nationale, mais un bloc plébéen à forte composante paysanne et indigène accompagné par des secteurs de classe moyenne progressiste et, entre autres, une intelligentsia technocratique venue du monde des ONG. » (Pablo Stefanoni et Marc Saint-Upéry, [La Bolivie d'Evo Morales entre progrès et désenchantement](#), La Gauche-Belgique et Médiapart par ESSF, 7/10/11)*

Faut-il s'étonner que les relations entre le président bolivien et le mouvement syndical soient tendues comme la récente grève l'a encore montré ([Le Monde, En Bolivie, une grève pour les retraites débouche sur un affrontement politique](#), 19/05/13)

Au Venezuela, les conséquences de l'extractivisme deviennent dramatiques tant sur les plan économique que politique :

*« L'économie vénézuélienne devrait être réorganisée d'urgence et assainie tout simplement parce que, une fois extraits de la production, les barils de pétrole pour la consommation domestique et la partie qui va à l'ALBA et à Petrocaribe, ce qui reste (environ 1 150 000 barils) ne suffit pas pour payer toutes les importations. Cela concerne, en effet, depuis les biens intermédiaires et la technologie pour la production nationale, jusqu'à tous les biens de consommation courante et la nourriture. L'argent du*

*pétrole est utilisé tant pour acheter du whisky, des voitures et des motos importés, afin de payer les dettes à d'autres pays que pour l'importation de papier hygiénique, des serviettes hygiéniques pour les femmes ou tout type de nourriture que le Venezuela pourrait produire mais ne le fait pas parce que les revenus du pétrole découragent les investissements productifs. Le contrôle des changes est partielle et le désordre dans l'économie est liée aux gâchis financiers, à la faible productivité des entreprises d'Etat, au manque de contrôle sur leur fonctionnement et à l'inefficacité, dans de nombreux cas, de leurs gestionnaires.*

*« La pénurie de nourriture et de produits de première nécessité, les coupures continues d'électricité, la corruption et le désordre administratif, ainsi que le niveau élevé de criminalité sont les moteurs de la contestation populaire et vont prendre de l'eau au moulin d'une opposition [...]*

*« Sous le gouvernement Maduro on continue à croire que [les bases chavistes] sont seulement un soutien électoral, une machine à voter et approuver tous les quelques mois ou années les décisions d'une poignée de dirigeants. Le PSUV, quant à lui, n'est ni un parti, ni socialiste, ni uni : il s'agit d'un appareil bureaucratique, sans vie politique interne ni capacité de propositions indépendantes ou de contrôle de l'Etat qui, comme dans toutes économies capitalistes, n'est pas "socialiste" mais doit administrer le fonctionnement du pays en accord avec les règles du marché capitalistes mondial, et du capitalisme financier, et dans sa structure même, se caractérise par son fonctionnement hiérarchique, la défense des intérêts privés et des postes de direction et le secret pour les travailleurs, couplé avec la transparence pour les sociétés et les grandes fortunes. »*

(Guillermo Almeyra, [Le principal danger au Venezuela](#), La Jornada par ESSF, 26/05/13)

À moins de soubresaut populaire à la hauteur de ce que ces pays ont connu il y a une dizaine d'années, l'avenir immédiat paraît bloqué sans compter un sérieux danger de régression. Car contrairement à Cuba qui a exproprié le capital, quoique il revienne par la porte arrière et dorénavant de l'intérieur suite à l'échec de la gestion bureaucratique de l'économie, le grand capital national et transnational reste à l'affût des échecs des « révolutions citoyennes » andines.

*« ...quelques gouvernements mènent des politiques aux accents anti-impérialistes et des réformes de grande envergure, notamment en Bolivie, en Équateur et au Venezuela. Plutôt qu'un affrontement avec la logique infernale du capital, ces derniers s'orientent vers des modèles nationaux-populaires et de transition post-néolibérale, de retour de l'État, de sa souveraineté sur certaines ressources stratégiques, avec parfois des nationalisations et des politiques sociales de redistribution de la rente en direction des classes populaires, mais tout en maintenant des accords avec les multinationales et les élites locales (ALAI, 2012). »*

(Franck Gaudichaud (coord.), [Amériques latines. Emancipations en construction](#), extrait dans Contretemps, 01/13)

## **Fermer la porte à double tour à l'extractivisme**

S'il n'est pas faux, à court terme, d'affirmer, comme le fait la lettre ouvert aux indépendantistes, que « *l'exemple de Correa en Équateur est que "si un gouvernement obéit au mandat populaire et met en place des politiques publiques dont bénéficient les majorités ... la loyauté de l'électorat peut être considérée comme sûre" »*, le modèle extractiviste conduit tôt ou tard dans le mur. De un, il ne rompt aucunement la dépendance envers l'impérialisme lequel ne tolère très longtemps qu'un pays non membre du club profite de la situation même s'il peut jouer pour un temps des contradictions inter-impérialistes. Le surgissement inattendu du gaz et du pétrole de schiste, principalement aux ÉU, tout comme le pétrole bitumineux, démontrent la capacité impérialiste de reprendre le contrôle du marché des énergies fossiles quelque soient les dégâts écologiques. Ces dégâts sont, in fine, la raison de fond de la non recevabilité humaine de l'extractivisme, redistributif ou non, ... surtout quand on se réclame du « socialisme du XXI<sup>è</sup> siècle ».

L'extractivisme à la québécoise serait soit spéculatif soit perdant en partant. Que ce soit le pétrole schisteux de l'Île d'Anticosti ou celui conventionnel du Golfe St-Laurent ou même le transit/transformation de pétrole bitumineux, on est à des années de possibles redevances plantureuses, le cas échéant. Qu'exigeront les pétrolières comme investissement étatiques en infrastructure en retour de redevances qui s'annoncent pour le moins modestes si on en juge par les propositions du PQ concernant l'industrie minière ? *Last but not least*, le peuple québécois



renoncerait ainsi à contribuer sérieusement à la lutte plus qu'urgente contre les gaz à effet de serre sans compter la prise de risque de catastrophes écologiques, particulièrement dans le Golfe.

Côté hydroélectricité, l'abondance du gaz de schiste étasunien force Hydro Québec à exporter à perte ses surplus :

*« En mettant de côté les ventes à long terme - essentiellement les 2 TWh vendus à 7,8 ¢ le kWh au Vermont -, Hydro-Québec a bradé à un prix moyen de 3,75 ¢ le kWh la quasi-totalité (93 % ou 32,5 TWh) de son électricité dans le reste du Canada et aux États-Unis. Sous le seuil des 4 ¢ le kWh, la société d'État ne récupère pas le coût moyen de production, « même très bas, du parc existant », qui est établi à 2,5 ¢, ainsi que le coût du transport, les pertes de transport et les frais de courtage. »*  
(Marco Bélair-Cirino, [Aux États-Unis, Hydro-Québec doit désormais composer avec la concurrence du gaz de schiste](#), Le Devoir, 28/05/13)

Il est extrêmement troublant de constater la promptitude de la direction de Québec solidaire à ouvrir la porte à l'exploitation pétrolière, malgré sa plate-forme, (voir mon essai [Quel « plan vert » de Québec solidaire ?](#) sur mon site), et à garder, jusqu'ici, le silence sur l'inversion du pipeline 9 malgré une résistance populaire qui a provoqué une contre-offensive patronale-syndicale au nom de la sempiternelle création d'emploi. On pourrait au moins s'attendre à ce que le parti brandisse haut et fort, tant vis-à-vis les Gaspésien-e-s en mal de développement économique que les syndicats industriels et de la construction, le potentiel d'emplois verts explicité dans son plan vert aussi déficient soit ce plan. Ce dernier se contente en effet du même niveau d'investissement dans le transport collectif que la Chambre de commerce du Montréal-métropolitain, soit un investissement supplémentaire de 1 milliard \$ par année pendant dix ans dans le transport public, ce qui est tout à fait insuffisant pour atteindre les objectifs proposés par l'ONU.

Doit-on en conclure que la direction de Québec solidaire se réfère au modèle extractiviste auquel a abouti les « révolutions citoyennes » andines pour cacher son propre tournant extractiviste, encore moins excusable, dans le manteau du « socialisme du XXI<sup>è</sup> siècle » ? A-t-elle choisi en particulier le modèle de l'Équateur parce qu'il paraît moins sulfureux, en grande partie parce moins médiatisé, ou moins caudilliste que la révolution bolivarienne du Venezuela ? L'a-t-elle plutôt choisi parce que celui de la Bolivie serait trop indigéniste — on ose à peine le croire — ou pas suffisamment pro-syndical ? Ou est-ce dû aux succès électoraux successifs du président Correa lesquels contrastent avec la récente déveine vénézuélienne ou encore avec les divisions de plus en plus apparentes au sein de la base du MAS du président Morales ? Ce serait en effet dans la veine électoraliste du parti. Ou bien, plus sublimement — on ose à peine poser la question — est-ce parce que la « deuxième indépendance » équatorienne traîne le boulet de la dollarisation laquelle a provoqué le soulèvement de l'an 2000 sans jamais être remise en question par le régime Correa ?

## **Un contradictoire langage de classe qui masque une indépendantisme hésitant**

*« L'Assemblée constituante que propose Québec solidaire comme stratégie d'accès à l'indépendance... »,* dit la lettre ouverte aux indépendantistes, est une affirmation qui n'est pas tout à fait conforme à la plate-forme électorale. Celle-ci peut plutôt se condenser par l'expression « "L'indépendance si nécessaire, mais pas nécessairement l'indépendance", *comme l'a résumé Amir Khadir sur les ondes d'une radio montréalaise* » (Pierre Dubuc et Marc Laviolette, [Amir Khadir et la dérive sectaire de Québec solidaire](#), L'Aut'Journal, 31/05/13) durant la dernière campagne électorale. La direction de Québec solidaire, pour se sortir du piège de la « gouvernance souverainiste » qui ferait de la société québécoise un *sitting duck* pour tous les coups fourrés fédéralistes, du love-in à l'invasion militaire, tripe-t-elle sur la possibilité d'un simulacre de indépendance, à la Bloc québécois dont Amir Khadir fut jadis un candidat, cum un dollar canadien ou étasunien ?

Cette direction pense-t-elle que ce projet mi-chair mi-poisson rassemblera « *les classes moyennes et populaires* » au point de rallier « *[u]ne grande majorité des députés du PQ [qui] vivent un profond malaise et doivent penser comme moi que nous méritons mieux comme horizon politique.* » Pour jeter de la poudre aux yeux aux militant-e-s de Québec solidaire qui, lors du

dernier congrès, ont rejeté, au grand dam de la direction du parti, du SPQ-libre, du Devoir et de Presse-toi-à-gauche, toute alliance avec le PQ et Option nationale, la lettre ouverte voue aux gémonies le PQ dont pourtant la majorité des députés seraient sympas. Le député Solidaire tente de combler le grand écart en diabolisant ce parti interclassiste mais qui, comme la tour de Pise, penche toujours à droite. Par exemple, la nouvelle mouture de la loi sur les mines laisse à peu près intact le *free mining* mais, conformément à plusieurs demandes de Québec solidaire,

*« propose que chaque projet minier soit d'abord soumis au BAPE, que la totalité de la garantie de restauration des sites soit versée avant leur mise en exploitation et qu'une fois fonctionnelles, les sociétés dévoilent chaque année le tonnage de minerai extrait et le montant des redevances [sans compter] l'obligation qui sera faite aux sociétés de présenter une étude de faisabilité de la transformation du minerai au moment d'obtenir ou de renouveler leur bail. »* (Jean-Robert Sansfaçon, [La loi sur les mines — le compromis Ouellet](#), éditorial Le Devoir, 31/05/13)

Coincé dans le PQ et donc obligé d'avaler tous les serpents qui lui présente la direction de ce parti, le SPQ-libre est contraint d'accepter l'alliance avec le notoire anti-syndicaliste PDG de Québecor, car « "[v]aut mieux l'avoir avec nous que contre nous" » même si ses deux dirigeants sont bien obligés d'avouer « *que PKP a d'immenses intérêts au Canada-anglais et que le développement de ses entreprises est tributaire d'organismes comme le CRTC et du gouvernement fédéral.* » Plutôt le loup dans la bergerie. Comme parade à cette acrobatie qui va au-delà de toutes les performances du Cirque du Soleil, y compris le voyage dans l'espace de son président avec son nez de clown, le duo SPQ-libre dénonce le langage « "classe contre classe" » de la lettre ouverte.

Oh ! réminiscence Front populaire contre la « troisième période », de Staline deuxième manière contre Staline première manière copié par la maoïste « bande des quatre » qui a servi de modèle à ses avatars québécois dont faisait partie la porte-parole députée Solidaire (et votre serviteur... mais pas dans le même groupe). Tant qu'à y être, pourquoi pas un coup de pied au cul des trotskystes : « *Ayant depuis toujours critiqué l'URSS – à tort ou à raison, là n'est pas la question – elles croyaient qu'elles bénéficieraient de son éclatement* » alors qu'au moins ceux et celles de la Quatrième œuvraient non pas à son démantèlement mais à une révolution politique antibureaucratique qui aurait assuré sa pérennité anticapitaliste en la transformant en... socialisme. Quand on est mal pris, on brasse de la *marde*... et finalement on rend un fier service à la direction de Québec solidaire qui ne demande pas mieux que de faire accroire qu'elle s'est ralliée au congrès.

## **Rompre, une fois pour toute, le contact stratégique avec la droite dite souverainiste**

Si on veut vraiment savoir où se situe la direction de Québec solidaire, on n'en juge pas par ses cymbales retentissantes mais par ses actions. Contre la volonté implicite du congrès, qui a oublié de tirer les conséquences organisationnelles de sa décision, la direction a envoyé une délégation officielle au congrès de la Convergence nationale dont le but explicite est d'en arriver à une entente électorale des partis dit souverainistes pour les prochaines élections. Pour ajouter l'injure à l'insulte, cette délégation était amenée par nul autre que le nouveau président-porte-parole dont on espérait mieux. Mais peut-être a-t-il dû céder à la discipline majoritaire ? Peu importe le langage alambiqué des délégués du parti qui ne savaient pas trop comment avouer que le but du rassemblement était, pour le moment, hors d'atteinte, leur seule présence était le message, celui que tout restait possible pour unir la gauche et la droite.

Certes, les délégués y ont dit des choses sensées comme « *l'urgence de mettre sur pied un mode de scrutin proportionnel* » mais à travers des propositions qui visent à pérenniser les patentes à gosse sous le contrôle des alliés du PQ et dont le seul but est l'hégémonisme du mouvement national par ce parti. On y a proposé, par exemple, « *l'unité dans l'action pour la construction d'un mouvement citoyen pour la souveraineté* » ou encore « *Convergence pourrait lancer une vaste campagne pour qu'on y arrive [au scrutin proportionnel].* » Confier à une annexe du PQ une campagne pour la proportionnelle c'est l'équivalent d'un enterrement de première classe et un désaveu pour le mouvement citoyen Mouvement pour une démocratie nouvelle (MDN) qui milite

sur ce dossier depuis plusieurs années et qui, en ce moment, anime la campagne « *Agir pour une solution démocratique* ».

La proposition d'un mouvement citoyen pour la souveraineté est non pertinente en termes organisationnels et dangereuse politiquement car abandonnant l'affaire à une filiale du PQ. La lutte pour l'indépendance est l'épine dorsale de la stratégie de libération tous azimuts du peuple québécois. Elle doit à la fois être portée par un ou des partis politiques et être l'affaire de chaque organisation sociale. La ramener à un mouvement citoyen c'est la loger à la mauvaise enseigne tout en déresponsabilisant le mouvement social déjà trop porté à se spécialiser sans vue d'ensemble.

C'est de la lutte des partis souverainistes entre eux et contre les partis fédéralistes d'où sortira la proposition stratégique d'accès à l'indépendance qui ralliera le mouvement social seul apte à la mettre en œuvre par une « grève sociale » à définir mais qui ne peut être que de grande ampleur. À cet égard, l'Équateur, la Bolivie et le Venezuela restent des modèles valables... non aboutis. Est-ce parce que Québec solidaire, et encore plus sa direction, n'est pas encore clair sur cette orientation qu'il n'arrive pas à rompre le contact stratégique avec les partis souverainistes de droite ? Poser la question, c'est y répondre.

### **L'indépendance comme horizon stratégique des luttes**

C'est donc dire que le succès de la lutte indépendantiste se combine avec un « projet de société » comme le rappelle pertinemment la lettre ouvert aux indépendantistes, ce dont ne veut ni le PQ ni Option nationale. Cette lettre nous rappelle à juste titre

*« [l]'extraordinaire effervescence du « printemps québécois » en 2012 tout comme le soulèvement citoyen dans la vallée du St-Laurent contre l'exploitation des gaz de schiste en 2010 nous ont montré que les pratiques démocratiques de mobilisation populaire fondée sur des assemblées, discussions de cuisine, manifestations et débats publics suscitent une adhésion croissante de la population à une idée phare qui semblait peu répandue au départ. »*

Mais pourquoi la lutte pour l'indépendance a-t-elle été à peu près complètement absente de ces deux grands combats ? Il fallait certes ne rien attendre du PQ ni d'Option nationale. C'était à Québec solidaire de faire de l'enjeu de l'indépendance leur horizon stratégique.

Il eut été possible de soulever, dans le premier cas, la nécessité de la grève sociale dès le congrès d'avril 2012. Une telle perspective aurait pu provoquer la convergence des luttes, ce qu'avait commencé à produire la grande manifestation du Jour de la terre du 22 avril. Cette convergence aurait pu créer les conditions politiques, psychologiques et organisationnelles posant la lutte pour l'indépendance si Québec solidaire avait su alors montrer que l'indépendance pour exproprier les banques donnerait au peuple québécois les moyens politiques et financiers de sa libération contre l'austérité néolibérale et le mépris fédéraliste.

Le refus populaire du gaz de schiste, de l'uranium, du nucléaire, du *free mining*, du harnachement de nouvelles rivières invitait Québec solidaire à faire la promotion de son alternative économique-écologique de transport public, de restauration écologique de tous les bâtiments, d'agriculture biologique et de bonification des services publics. Évidemment, pour que cette proposition prenne une allure de plein emploi écologique, il fallait la combiner avec une profonde réforme fiscale qui elle-même supposait un service bancaire public sur la base de l'expropriation des banques... d'où l'indépendance.

La main tendue aux mouvements sociaux, voilà l'avenir. Leur proposer l'horizon d'une indépendance de gauche, voilà la tâche centrale du parti.

**Marc Bonhomme, 1<sup>er</sup> juin 2013**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)